



## Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOSSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

# **Environnement - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel - Extension à Villeneuve-lès-Maguelone - Compensations environnementales - Convention de gestion environnementale des espaces agro-naturels "Garrigues du Larzat" entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie - Avenant - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie mettent en œuvre les mesures compensatoires de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles-Martel Extension, située à Villeneuve-lès-Maguelone, dans le cadre d'une coopération publique-publique. Cette coopération a été actée par voie de convention, signée le 13 mai 2020. Cette convention répond aux exigences de l'arrêté préfectoral n°DREAL-BCM-2016-043-01, du 12 février 2016, de dérogation à la destruction d'espèces protégées.

Dans le cadre de cette convention opérationnelle, la Métropole et le CEN Occitanie ont pour objectifs :

1. La co-réalisation de la stratégie de mise en œuvre et de suivi des mesures compensatoires sur toute la durée identifiée, soit 30 ans ;
2. La mise en application du plan de gestion environnementale selon les modalités qui y sont identifiées.

Ces objectifs se déclinent à travers le programme d'actions suivant :

- La mise en œuvre et le maintien d'une activité pastorale ;
- La restauration des pelouses par le pâturage, complété par des actions mécaniques ;
- La suppression des déchets ;
- La restauration des habitats de lézard ocellé et la création de gîtes à reptiles ;
- Le renforcement des Infrastructures Agro-Environnementales (IAE) (haies, muret, ...) par un travail d'animation à réaliser dans les zones agricoles avoisinantes ;
- La mise en place de panneaux de sensibilisation et d'information ;
- La réalisation des mesures de suivi ;
- L'établissement d'un bilan de la mise en œuvre du plan de gestion ;
- L'élaboration du plan de gestion pour la période suivante, au regard de ce bilan et après échange avec les services de l'Etat.

Dans ce cadre, il est proposé un avenant, s'inscrivant dans les objectifs susmentionnés de la convention opérationnelle mère et répondant aux exigences de l'arrêté préfectoral n°DREAL-BCM-2016-043-01 du 12 février 2016.

Le présent avenant vise à :

- Mettre en œuvre des actions de contrôle de la fréquentation du site ;
- Accompagner la Métropole et ses partenaires dans le suivi de chantier au sein du site compensatoire ;
- Répondre aux exigences liées aux obligations légales de débroussailllements.

L'avenant ne modifie pas la date de fin de la convention mère, dont la validité court sur 5 ans à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties, soit le 13 mai 2025. Il prend effet à sa date de signature par l'ensemble des parties et prend fin à la même date que la convention mère.

Les frais engagés seront pris en charge à hauteur de 95 % par Montpellier Méditerranée Métropole et 5 % par le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie. La Métropole contribuera donc au remboursement des frais engagés par le CEN Occitanie dans la limite de 12 549,50 € HT sur justificatif des dépenses.

La gestion des obligations légales de débroussailllements n'étant pas liée aux obligations inscrites à l'arrêté préfectoral n°DREAL-BMC-2016-043-01, objet de la convention de coopération, leur prise en charge financière ne suit pas les modalités mentionnées dans l'article 4 de la convention. La Métropole contribuera donc au remboursement de la totalité des frais engagés par le CEN Occitanie pour la mise en œuvre de cette action, dans la limite de 9 650 € HT.

Le CEN Occitanie, association de loi 1901 à but non lucratif, n'étant pas assujetti à la TVA, les montants sont exprimés hors TVA. Les montants des frais supportés et engagés par les parties font l'objet d'une annexe financière à l'avenant. Cette annexe pourra être révisée à la reconduction de la convention opérationnelle mère ou de l'avenant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention opérationnelle de gestion environnementale des mesures compensatoires liées à la réalisation de la zone d'aménagement concertée Charles-Martel Extension entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258398-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20231017 - Avenant - convention opérationnelle CEN\_Ch Martel\_VY\_AG-v1.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.